La Jordanie, cette autre Palestine

Une alternative à la solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien existe : une confédération avec le royaume voisin. Mais la France et l'Occident préfèrent l'ignorer.

Par Lina Murr Nehmé et Michel Fayad*

Depuis plus de quarante ans, la solution à deux États est au cœur des négociations dans le conflit israélo-palestinien au Proche-Orient. C'est dans ce cadre qu'Emmanuel Macron a reconnu l'État de Palestine à la tribune de l'Onu. Il est pourtant loin d'être un pionnier : l'État palestinien fut reconnu bien avant lui, dans les années 1980, par une centaine de pays appartenant essentiellement au bloc soviétique, au monde islamique et au tiers-monde.

Surtout, le président français semble ignorer une autre solution : la confédération avec la Jordanie. En effet, cette dernière avait occupé en 1948 cette région biblique correspondant à une partie de la Judée et de la Samarie. Elle l'avait annexée en 1950. Puis Israël l'avait conquise en 1967. L'idée d'un État palestinien comprenant Gaza et la Cisjordanie, et fédéré avec la Jordanie, fut ainsi initiée en 1982 par le plan Reagan.

Les Israéliens venaient de vaincre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au Liban, et les Américains — dont la politique depuis le choc pétrolier suivait la volonté de l'Arabie saoudite — les punissaient en les traitant comme s'ils avaient été vaincus et non vainqueurs. Ils leur ordonnèrent de céder Gaza et la Cisjordanie à l'OLP. L'administration Reagan considérait en effet Arafat comme représentant des Palestiniens et négociait avec lui à ce titre. Elle savait pourtant que les Palestiniens n'avaient jamais choisi cet homme. Il leur avait été imposé par Nasser en 1969 comme chef de l'OLP. Et en 1974, c'est la Ligue arabe qui avait fait de l'OLP le *« seul représentant légitime du peuple palestinien »*.

En 1920, la Jordanie faisait partie de la Palestine mandataire. On appelait alors ses habitants "Palestiniens". Mais en 1921, les Anglais avaient donné la rive est du Jourdain (75 % du pays) à la famille du chérif de La Mecque pour la récompenser de lui avoir fait gagner la guerre. Et le nom de la Palestine fut totalement gommé, cette terre n'étant plus appelée qu'émirat de Transjordanie, puis royaume de Jordanie.

Il y eut des révoltes dès le début. Le chérif Abdallah les réprima par des massacres terribles. Les Palestiniens de Jordanie le haïssaient parce qu'il avait obligé les Anglais à lui donner leur pays et à les priver de toute chance de s'autogouverner. Abdallah mata férocement ces révoltes, et son petit-fils Hussein fit de même. Aujourd'hui règne le sentiment que si l'OLP ou le Hamas prenait le pouvoir en Jordanie, ce serait justice, parce que c'était la plus grande partie de la Palestine, et que la majorité absolue de son peuple était formée de Palestiniens.

Abdallah avait exigé que les juifs ne puissent pas s'installer dans la partie de la Palestine qu'on lui avait donnée. Les Anglais l'avaient donc interdit. En même temps, ils autorisaient n'importe quel musulman étranger à s'installer dans le quart restant du pays, celui qui s'appelait encore Palestine.

Emmanuel Macron aurait dû comprendre que tout projet d'État palestinien n'incluant pas une union avec la Jordanie implique la destruction d'Israël.

En 1988, le Conseil national palestinien, autorité suprême de l'OLP, publia une déclaration d'indépendance dans laquelle il parla de confédération avec la Jordanie. En effet, l'État palestinien n'est pas viable s'il ne comprend que Gaza et la Cisjordanie. Il devait soit s'étendre aux dépens d'Israël, soit former une confédération avec la Jordanie. On reparla donc de confédération à Oslo en 1993, puis à Camp David II en 2000.

Emmanuel Macron aurait dû comprendre que tout projet d'État palestinien n'incluant pas une union avec la Jordanie implique la destruction d'Israël. C'est ce que signifie la guerre actuelle, comme l'a dit Ghazi Hamad, membre du bureau politique du Hamas : *« L'initiative de plusieurs pays de reconnaître un État palestinien est l'un des fruits du 7 Octobre. »* En se rappelant que cet État, d'après le Hamas, doit s'étendre *« du fleuve à la mer »*. ●

***Lina Murr Nehmé est historienne et islamologue, Michel Fayad est géopolitologue.**

DR - SP/FRANCE INFO